

La cargaison mystère du "Monchegorsk"

LE MONDE | 07.02.09 | 15h28 • Mis à jour le 07.02.09 | 15h28

Ancré depuis le 29 janvier au large du port de Limassol, sur le versant sud de Chypre, le cargo Monchegorsk demeure aux arrêts jusqu'à nouvel ordre, surprotégé et maintenu à l'abri des regards. Ce navire de marchandises russe battant pavillon chypriote est soupçonné de transporter des armes iraniennes qu'il devait acheminer jusqu'en Syrie.

Le quotidien israélien Haaretz soupçonne le Hamas, à Gaza, ou le Hezbollah libanais d'être les destinataires de cette cargaison. Parti d'Iran, le navire avait été contrôlé, en janvier, en mer Rouge par une patrouille anti-piraterie de la marine américaine, qui affirme y avoir découvert des armes et des munitions, sans pouvoir intervenir "pour des raisons légales".

Après le passage du canal de Suez, le gouvernement chypriote - sommé d'intervenir par les Etats-Unis et Israël, selon la presse locale - a finalement interrompu le voyage du cargo,. "Il n'y a eu aucune forme de pression, aucun gouvernement ne nous a indiqué ce que nous devons faire", a réfuté le ministre des affaires étrangères, Markos Kyprianou. Le navire a été fouillé deux fois. Mais aucune information n'est sortie sur la nature des armes ni sur leur destination finale.

CHARGEMENT SPÉCIAL

Embarrassé, le président de la République chypriote Demetris Christofias a tout de même laissé entendre que la cargaison du Monchegorsk se trouvait "en infraction avec les résolutions du Conseil de sécurité des Nations unies". Notamment la résolution 1 747 du Conseil de sécurité qui interdit à l'Iran d'exporter des armes. Markos Kyprianou a confirmé, mardi, avoir envoyé un rapport au comité de sanction de l'ONU qui pourrait rendre son avis prochainement.

"Il y a un problème à cause de l'origine de la cargaison et il faut décider si ce chargement spécial tombe sous le coup de l'interdiction. C'est ce que nous attendons comme aide des Nations unies", a-t-il déclaré après une rencontre sur le sujet avec son homologue égyptien. Pour pouvoir se débarrasser au plus vite de cet encombrant cargo.

Guillaume Perrier (Istanbul, correspondance)

Article paru dans l'édition du 08.02.09